



Vol. II.—No. 7.

MONTREAL, JEUDI, 16 FEVRIER, 1871.

ABONNEMENT, \$3.00.
PAR NUMERO, 7 CENTS.

UN DANGER ECARTÉ.

Nous avons eu à parler plusieurs fois, dans ces colonnes, des dangers que, par ricochet, l'incident anglo-Russe pouvait faire rejaillir sur nous. Il était évident que le sentiment national, si vif aux Etats-Unis, profiterait des mille embarras auxquels la situation en Europe soumettrait l'Angleterre, pour presser le règlement des fameuses réclamations de l'Alabama et de toutes les autres questions pendantes entre les deux nations. En présence d'un conflit gigantesque, qui menaçait la paix générale et qui pouvait, du jour au lendemain, entraîner toute l'Europe dans le gouffre, l'Angleterre devait rester l'arme au bras, se recueillir, se concentrer et se tenir prête à lancer toutes ses forces sur le continent ou dans la mer Noire pour assurer le maintien de cette grande et légitime influence qu'elle veut continuer à exercer en Europe. Il lui faut, pour cela, la liberté d'action en Amérique, une paix profonde avec Frère Jonathan, qui aimerait peut-être à braconner en Canada pendant que John Bull se battrait en Europe. Les Etats-Unis étant bien décidés à profiter de l'occasion, l'Angleterre étant bien décidée de son côté à faire manquer cette occasion, l'accord devenait très-facile entre deux peuples qui croient que la civilisation consiste plus à savoir compter qu'à savoir fondre des canons de la plus longue portée.

Les négociations ont marché rapidement; l'entente a été parfaite et il a suffi de quatre dépêches pour jeter les bases d'un arrangement qui devra mettre fin à tous les embarras qui nuiraient à l'harmonie des deux grands peuples. Comme quelques-unes de ces questions nous touchent intimement, il est important de connaître les dépêches échangées entre les deux gouvernements, que nous allons en partie reproduire et analyser. Et tout d'abord, comme préface à ces dépêches, il est bon de se rappeler que le cabinet de Washington avait fait au cabinet St. James de fortes représentations sur la conduite du gouvernement Fédéral dans la question des pêcheries. Il est à présumer qu'on comprit vite le *hint* en Angleterre et qu'on se hâta de découvrir que l'affaire des pêcheries n'était peut-être qu'un prétexte pour faire rouvrir la question de l'Alabama. On alla au-devant des désirs de Grant et d'amples instructions furent envoyées à Sir Edward Thornton, ambassadeur Anglais à Washington, pour traiter de tout, en essayant d'abord de circonscrire le débat à l'incident des pêcheries.

Voici la première lettre de Thornton à Fish, secrétaire d'Etat du cabinet de Grant.

Washington, 26 janvier 1871.

"Monsieur,

"En conformité aux instructions reçues du comte de Granville, j'ai l'honneur d'exposer que le gouvernement de Sa Majesté pense qu'il est important, dans l'intérêt des bonnes relations, qu'il est anxieux de voir se continuer et se resserrer, entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, que les deux gouvernements en viennent à une complète et amicale entente au sujet des droits qui appartiennent aux citoyens des Etats-Unis et les sujets de Sa Majesté respectivement, concernant les pêcheries sur les côtes des possessions de Sa Majesté, dans l'Amérique du Nord, et sur d'autres questions entre les deux gouvernements, qui affectent les relations des Etats-Unis à l'égard de ces possessions. Comme l'examen de ces questions exigerait des investigations de nature quelque peu compliquée, et comme il pourrait être expédient qu'elles fussent pleinement considérées, j'ai reçu instruction de Lord Granville de proposer au gouvernement des Etats-Unis la nomination d'une haute commission conjointe, composée des membres nommés par les deux gouvernements, et qui tiendra ses

séances à Washington, et traitera et discutera le mode de règlement des différentes questions qui ont surgi à propos des pêcheries, aussi bien que celles qui affectent les relations des Etats-Unis à l'égard des possessions de Sa Majesté dans l'Amérique du Nord.

"J'ai confiance que cette proposition sera accueillie par votre gouvernement avec le même esprit d'amitié qui a induit le gouvernement de Sa Majesté à la soumettre et je ne puis douter que dans ce cas le résultat ne manquera pas de contribuer au maintien, entre les deux pays, des bonnes relations que, j'en suis convaincu, le gouvernement des Etats-Unis, aussi bien que celui de Sa Majesté, a à cœur d'entretenir."

On voit le désir non déguisé du gouvernement de régler, de régler à l'amiable, avec le dessein bien arrêté de faire disparaître toute cause d'irritation et de trouble. Le gouvernement américain ne fut pas long à saisir aux cheveux l'opportunité offerte, et dès le 30 janvier, quatre jours après, le secrétaire Fish répondait par une note où, après les compliments d'usage, on acceptait les bases proposées, à condition que l'affaire de l'Alabama fut incluse dans l'arrangement.

"J'ai soumis votre note au Président qui me donne instruction de dire qu'il reconnaît, avec le gouvernement de Sa Majesté, l'importance d'une complète et amicale entente entre les deux gouvernements relativement aux questions spécialement proposées à l'examen de la haute commission conjointe proposée, et aussi qu'il apprécie parfaitement l'esprit amical qui a dicté cette proposition.

"Le Président est cependant d'avis que sans le règlement d'une autre classe de questions auxquelles il n'est pas fait allusion dans votre note, la haute commission proposée ne saurait établir entre les deux gouvernements des relations permanentes, une amitié sincère et durable qu'il désirerait, de concert avec le gouvernement de Sa Majesté, voir entretenir. Il pense que l'ajustement des difficultés qui ont surgi durant la rébellion aux Etats-Unis et qui ont toujours existé depuis ce temps provenant des actes commis par plusieurs vaisseaux, lesquels ont donné lieu aux réclamations généralement connues comme les réclamations de l'Alabama, est essentiel au rétablissement des relations cordiales et amicales entre les deux gouvernements. Il désire que j'expose qu'au cas où le gouvernement de Sa Majesté entretiendrait aussi cette opinion et consentirait à ce que cette question fut traitée par la haute commission proposée et mise ainsi en voie d'ajustement final et amical, ce gouvernement nommera avec beaucoup de satisfaction les hauts commissaires de la part des Etats-Unis, lesquels siégeront avec ceux qui seront nommés de la part du gouvernement de Sa Majesté et n'épargneront aucun effort pour assurer le plus tôt possible un règlement juste et amical de toutes les questions qui entravent les relations d'amitié sincère et franche entre les deux nations."

Sir Edward Thornton était préparé à cette nouvelle demande et avait les pouvoirs nécessaires pour l'accepter et le lendemain, premier février courant, il adressait à Mr. Fish la note suivante, qu'il est utile de reproduire en entier :

"Monsieur.—J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 30 ultimo et de vous offrir mes remerciements sincères et cordiaux pour l'esprit amical et conciliant qui l'a dictée.

"Relativement à la partie de cette note dans laquelle vous dites que le Président pense que l'ajustement des difficultés qui ont surgi durant la rébellion aux Etats-Unis, lesquelles ont toujours existé depuis et provenant des actes commis par plusieurs vaisseaux, et qui ont donné lieu aux réclamations généralement connues comme les réclamations de l'Alabama, serait aussi essentiel au rétablissement des relations cordiales et amicales entre les deux gouvernements, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai soumis au comte de Granville l'opinion ainsi exprimée par le Président des Etats-Unis, et dont j'apprécie pleinement la sincérité, je vous prie de le croire. Je suis maintenant autorisé par Sa Seigneurie de dire que cela donnerait beaucoup de satisfaction au gouvernement de Sa Majesté si les réclamations connues sous le nom de Réclamations de l'Alabama, étaient soumises à la considération de la même haute commission par laquelle, ainsi que l'a proposé le gouvernement de Sa Majesté, les questions concernant les possessions anglaises dans l'Amérique du Nord, seraient dis-

cutées, pourvu que toutes les autres réclamations et des sujets anglais et des citoyens américains, provenant des actes commis durant la récente guerre civile en ce pays fussent également soumises à la même commission. Les expressions employées au nom du Président dans votre note sus-mentionnée au sujet des réclamations de l'Alabama me convainquent que le gouvernement des Etats-Unis considérera qu'il est important de faire disparaître aussi en même temps ces causes de différends entre les deux pays, et que vous me mettez en état de pouvoir annoncer à mon gouvernement le consentement du Président à ajouter cette nouvelle question, à la considération de la haute commission proposée, ce qui convainc encore plus que ses travaux ne pourront manquer de faire disparaître toutes les difficultés entre les deux pays."

C'est donc un règlement complet de toutes les questions de l'Alabama, de la question des pillages féniens, des dommages causés aux citoyens anglais par la guerre civile, des différends avec l'Amérique anglaise, en un mot de toutes les difficultés surgies entre les deux puissants Etats qu'on veut soumettre à une haute Commission internationale pour en obtenir une solution amicale et définitive.

C'est précisément ce que voulait le gouvernement américain qui, sans restriction agréa cette nouvelle et dernière proposition par une lettre du trois courant :

"J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 1er courant dans laquelle vous m'informez que vous êtes autorisé par le Comte Granville de dire qu'il plairait beaucoup au gouvernement de Sa Majesté que les réclamations communément connues sous le nom de réclamations de l'Alabama fussent soumises à la considération de la même haute commission par laquelle, le gouvernement de Sa Majesté a proposé que toutes les questions concernant les Possessions anglaises dans l'Amérique du Nord seraient discutées pourvu que toutes les autres réclamations et des sujets anglais et des citoyens des Etats-Unis provenant des actes commis durant la récente guerre civile dans ce pays fussent également réitérées à la même commission.

"J'ai soumis votre note au Président et il m'a donné instruction d'exprimer la satisfaction qu'il a éprouvée en recevant la nouvelle que le Comte Granville vous avait autorisé de dire que le gouvernement de Sa Majesté a adopté les vues de ce gouvernement au sujet de la disposition qui sera faite des réclamations de l'Alabama. Il me donne de plus instruction de dire relativement au reste de votre note que s'il y avait d'autres réclamations des sujets anglais ou des citoyens américains provenant des actes commis durant la récente guerre civile dans ce pays, il consent à ce qu'elles soient référées à la même haute commission.".....

Les choses allèrent si vite que les membres de la haute commission sont déjà nommés. Du côté de l'Angleterre, ce sont : le comte de Grey, Montague Bernard, professeur, Sir Edward Thornton, Sir John A. McDonald, premier ministre de la Puissance, et Sir John Rose. Le gouvernement américain doit y être représenté par le secrétaire Fish, le général Schenck, le Juge Nelson, M. Hoar du Massachusetts et le sénateur Williams.

Ceux qui ont compté sur le différend anglo-américain pour promouvoir les intérêts de l'Indépendance ou de l'annexion ont évidemment fait fausse route et vont se trouver fort désappointés. Si l'Angleterre, qui tient à être libre dans ses mouvements en Europe, avait voulu l'être à meilleur marché, elle n'avait qu'à nous dire de nous en aller. L'occasion était belle pour elle de se débarrasser du fardeau de ses colonies américaines. Elle arme en ce moment et tous les journaux ne sont remplis que de projets pour augmenter puissamment son armée de terre et de mer. C'est précisément le temps qu'elle choisit pour asseoir sur une base durable ses relations avec les Etats-Unis de façon à ce qu'ils n'inquiètent point ses colonies pendant qu'elle sera occupée là-bas. Elle veut, avant de se lancer dans de nouvelles aventures,